

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 09 MAI 2019**

JP/VA

**OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS – RÉGULATION RÉSEAU OSSATURE PONT DE VEYRIÈRES/GERBIAL – APPROBATION AVP – CONVENTION MANDAT MAÎTRISE D'OUVRAGE**

L'an deux mille dix-neuf, le neuf du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Était excusé :

M. Jacques CHARRIÈRE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS  
RÉGULATION RÉSEAU OSSATURE PONT DE VEYRIÈRES/GERBIAL – APPROBATION AVP –  
CONVENTION MANDAT MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Par délibération du 08 avril 2015, le bureau syndical a approuvé le programme de régulation du réseau ossature et a décidé d'engager ce programme.

Le bureau d'études BEAUR a été retenu pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre de cette opération.

Le maître d'œuvre a remis le rapport de la phase « Avant-Projet » et une réunion de présentation a eu lieu le 25 février 2019 en présence des collectivités adhérentes concernées par le programme de régulation.

Lors de cette réunion se sont dégagés les points suivants :

- Il est confirmé le besoin d'une solution globale au bénéfice de tous avec l'implication de tous les services concernés.
- La Régulation au niveau des réservoirs est préférable à celle au niveau des postes de livraison.
- Dans le cadre des statuts actuels, chaque collectivité finance les travaux de régulation ; néanmoins la maîtrise d'ouvrage pourrait être déléguée au SEBA ; le choix de l'entreprise pourrait être fait par une commission représentant les divers services, assistant le président.
- Un comité de suivi technique est à mettre en place afin que les agents des collectivités et les exploitants de chaque service contribuent à construire le projet le plus efficient.
- L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse a accordé une aide (50% sur un montant de 250 000 € HT), sous réserve de travaux réalisés avant fin 2019.

Le montant du programme de l'opération au stade avant-projet a été estimé par la maîtrise d'œuvre à 415 000 € HT.

Après consultation formelle, les collectivités concernées ont émis un avis favorable de principe sur l'Avant-Projet et le mode opératoire.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **VALIDER** le montant du programme de l'opération, au stade avant-projet, soit 415 000 € HT ;
- **METTRE EN PLACE** la commission représentant les divers services pour assistance au Président pour le choix de l'entreprise ;
- **METTRE EN PLACE** le comité de suivi technique pour construire et accompagner le projet ;
- **METTRE EN PLACE** la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec les collectivités concernées ;
- **LANCER** la phase projet ;
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation de travaux selon la procédure adaptée ;
- **FIXER** les critères de jugement des offres, afin de permettre le lancement de la consultation pour la partie travaux. Les critères proposés sont 40% pour le prix, 40% pour la valeur technique au regard du mémoire technique et 20 % pour les moyens humains mis en œuvre et la procédure d'organisation des travaux (délai) ;
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL